

ment fixé pour le pétrole brut, qui ne permet pas d'assurer la rentabilité de l'affaire?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Mon collègue, le ministre des Finances l'a déjà déclaré, les modifications récemment apportées par le budget n'ont pas eu d'effet sur le bilan économique de l'entreprise dont il s'agit. La principale difficulté venait évidemment de la montée des coûts de réalisation du projet, et du retrait de l'un des co-associés aux prises avec des difficultés financières. L'un des éléments qui interviennent dans les calculs est le niveau des prix futurs, c'est-à-dire ceux qui seront pratiqués à la mise en marche de l'exploitation vers la fin de la présente décennie. Ce point a été examiné avec le gouvernement albertain et avec les sociétés concernées.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES VOLS NOLISÉS—LA POSSIBILITÉ D'ENCOURAGEMENT À LA COLLUSION PAR LA CCT—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et fait suite à celle que lui a posée le député de Lisgar. Est-ce conforme aux objectifs fixés par le gouvernement à la Commission canadienne des transports d'encourager la collusion des sociétés aériennes en ce qui a trait aux prix des vols nolisés vers la Grande-Bretagne, comme le signale aujourd'hui le *Journal* d'Ottawa.

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas lu l'article du *Journal* et il faudrait que je le lise avant de commenter la nouvelle. Je peux vous assurer que la fixation des prix par les sociétés aériennes n'a rien de nouveau car elles font partie d'une association, et on sait très bien que c'est elle qui, à Montréal, établit le prix des vols transocéaniques.

* * *

LES ORGANISMES FÉDÉRAUX DE RÉGLEMENTATION

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LA CONCURRENCE—LA PROTECTION DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, puisque ma question précédente n'a pas suscité de réponse satisfaisante de la part du ministre des Transports, j'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre. Le gouvernement envisage-t-il sérieusement d'instituer une enquête sur tous les organismes fédéraux investis d'un pouvoir de réglementation pour déterminer s'ils ne tendent pas à protéger la situation privilégiée des industries qui relèvent de leur compétence en les mettant à l'abri de la concurrence commer-

Questions orales

ciale, au lieu de s'intéresser à l'intérêt général, comme ils sont censés le faire?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPORTUNITÉ D'ENTRETIENS CANADO-AMÉRICAINS AU SUJET DE LA NAVIGATION DE PÉTROLIERS DANS LE PASSAGE DU NORD-OUEST—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et découle de la question posée vendredi dernier au ministre de la Défense nationale par le député de Toronto-Lakeshore. Comme on a annoncé dernièrement que des brise-glace armés de la garde côtière américaine accompagneraient peut-être les superpétroliers dans le passage du Nord-Ouest avant longtemps, le premier ministre peut-il dire à la Chambre si le ministère des Affaires extérieures du Canada et le département d'État des États-Unis ont discuté de l'utilisation du passage par les pétroliers. S'il n'y a pas eu de pourparlers de ce genre, a-t-il l'intention d'en entamer?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre m'informe qu'il n'y a pas eu de pourparlers à ce sujet. Nous ignorons de quoi il était question dans le reportage et nous nous efforçons d'obtenir des renseignements à Washington.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LES MESURES ENVISAGÉES POUR LA SAUVEGARDE DE LA SOUVERAINETÉ CANADIENNE DANS L'ARCTIQUE

M. Doug Neil (Moose Jaw): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre peut-il dire à la Chambre quelles mesures le gouvernement a l'intention de prendre pour donner une signification quelconque à l'affirmation de notre souveraineté dans le Nord du Canada.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, pour répondre à cette question, le gouvernement devrait faire une déclaration de politique dans tous les domaines de son ressort. Cette question touche le droit, la politique que nous avons annoncée il y a plusieurs années au sujet de la souveraineté dans l'Arctique. La question du député concerne surtout l'aspect des transports. Bien entendu, cette question fait partie de l'étude des transports que nous menons actuellement.

* * *

L'ÉNERGIE

PÉTROLE—L'INCIDENCE DE L'IMPOSITION DE DROITS D'ENTRÉE AUX É.-U.

M. S. Victor Railton (Welland): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Des voix: Oh, oh!